

Arguments pour la lutte sociale n° 5 du 14 mai 2015

Réforme du collège : il est temps, par la grève, de remettre les pendules à l'heure !

... Et soudain, on entend parler partout de la réforme du collège, presque toujours pour raconter n'importe quoi. Il y aurait des anciens et des modernes. Les anciens sont d'odieux réactionnaires qui s'inquiètent de la substitution de l'islam à la chrétienté dans les programmes d'Histoire de la fin de l'école primaire et de la classe de Sixième, rien que ça ! Ou alors, dans une représentation plus positive, ils sont de preux intellectuels défendant les savoirs. Petit problème : Sarkozy serait parmi eux. Les modernes, eux, sont au gouvernement et ils font de la pédagogie, comme chacun sait : leur seule préoccupation c'est "l'enfant", et donc les modernes pestent contre "les conservatismes", "les immobilistes" et les "réactionnaires", soupçonnant le mot "prof" d'être synonyme de tout cela. C'est ainsi que les modernes, inspirés sans aucun doute par l'amour de "l'enfant", l'enfant qui ne doit pas s'ennuyer, se posent eux aussi en preux chevaliers appelés à pourfendre "l'élitisme conservateur", et à soupçonner que ne pas vouloir voir supprimer des enseignements d'allemand ou de latin, c'est défendre les privilèges de la bourgeoisie ou de ce qu'il en reste, à propos de laquelle on voudrait nous faire croire qu'elle fait du latin ou de l'allemand ...

Ce délire généralisé, non pas dans le pays, et surtout pas dans les salles de profs des collèges, se recoupe d'ailleurs en partie avec la dernière "polémique" à la mode, celle lancée par le séillant "anthropologue" Emmanuel Todd, jusque là posé dans la posture d'un certain souverainisme méfiant envers les idéologies bien-pensantes de gauche, et soudainement projeté, de son propre fait, dans celle du pourfendeur d'une nouvelle catégorie ethno-culturelle, celle des "catholiques zombies" (brrr...), que nous serions tous, en fait, puisque, même quand ils ne le savaient pas, les manifestants du 11 janvier dernier étaient en réalité mobilisés contre les pauvres, les immigrés et les musulmans, ou plutôt les pauvres-immigrés-musulmans, d'une traite, car pour Todd ce sont tous les mêmes ou du moins il doit en être ainsi. Voilà qui a de quoi faire rigoler les manifestants les plus précoces, ceux du 7 janvier après-midi (musulmans compris !), ceux qui n'avaient pas attendu les sirènes de l'union nationale et qui ont d'ailleurs contraint, en fait, nos gouvernants à prendre les devants.

Le point commun entre ces deux délires, entre la guerre picrocholine des anciens et des modernes, les premiers qui seraient représentés par Nicolas Sarkozy dont on croyait pourtant qu'il n'aimait pas la Princesse de Clèves, et les seconds qui seraient incarnés par la séillante ministre de l'Ed'Nat' soutenue par le président Hollande dit "le Rafale" en personne, et la batrachomyomachie (1) des adulateurs du professeur Todd versus les cathos zombies, c'est que tous font le maximum de bruit pour qu'on n'entende pas le plus important, le plus massif, qui se déroule pour l'instant en silence. Le Todd circus se produit après la fête pour en exorciser les vapeurs et récuser le contenu démocratique, national, émancipateur, des manifestations populaires spontanées ayant suivi les attentats fascistes et antisémites des 7, 8 et 9 janvier : Todd et Valls sont au fond d'accord pour nier ce contenu réel, le premier voulant n'avoir affaire qu'à des "islamophobes" et le second entendant invoquer "l'union nationale" sous la forme de l'"esprit du 11 janvier", l'un comme l'autre craignant la réalité. Mais, plus important, le cirque des anciens et des modernes à propos du collège a, lui, un caractère préventif : il s'agit bien d'exorcisme. Exorciser ce qui se prépare.

Car, que se prépare-t-il ? Depuis que le SNES-FSU a claqué la porte des négociations et s'est, à la bonne heure, prononcé pour le retrait de ce projet, l'unité des professeurs du second degré ne fait aucun doute. Elle associe autour de la FSU les syndicats confédérés CGT et FO, SUD, et le syndicat corporatif dit

de droite (mais qui avait soutenu récemment la loi Peillon avec le SGEN et l'UNSA !), le SNALC, ce qui traduit une lame de fond à la base : une vague qui avance d'un collège à un autre, où les personnels, pas seulement les profs mais aussi les personnels d'éducation et parfois même les agents de service, discutent de ce qui se prépare, font le lien avec les autres réformes et parviennent à une seule et même conclusion : celle-là, elle ne doit pas passer, elle ne passera pas !

C'est en fonction de ce mouvement de fond qu'en surface, dans le strass et les paillettes, les plateaux télé et les forums branchés, se déploie le cirque du "débat sur le collège" à travers lequel le citoyen de base ne peut pas comprendre ce dont il est question : il fera bien mieux, pour cela, de questionner les profs de ses enfants qui se feront une joie d'en parler avec lui, et qui commencent, dans un nombre croissant de localités, à organiser des réunions publiques pour inviter la population, les parents, les élus. C'est qu'en effet le cirque officiel a une double fonction.

Pour la droite, pour Sarkozy, le calcul est simple : ils voient venir un échec du gouvernement à mettre en œuvre une attaque centrale qui figurait pourtant dans leur agenda à eux, dans leurs cartons, et ils décident d'anticiper. Après tout, Hollande, Valls, leurs ministres de l'Éducation, ont beaucoup servi pour le MEDEF. Le moment approche où il va falloir les mettre au placard, surtout s'ils ne peuvent plus aussi bien servir, pour installer un gouvernement UMP -pardon,"Les Républicains" ! - flanqué d'un FN qui, pour l'instant (comme la saga familiale a permis de le confirmer) ne doit pas, de l'avis du capital, arriver au pouvoir, mais doit servir de machine à faire pression et à faire peur. Processus d'installation qui, avant même les présidentielles, doit commencer dans les Régions agrandies de la réforme territoriale de Valls, contre laquelle la droite a protesté mais qu'elle entend appliquer, comptant bien en profiter. Donc, Sarkozy tente de passer pour un défenseur de l'instruction. Inutile de le préciser : ça ne marche pas !

Mais s'il peut le faire, c'est uniquement à cause de la politique du gouvernement.

Et la seconde fonction, outre celle de mettre la droite en avant, Sarkozy en tête, du bruit artificiel fait sur le collège pour ne surtout pas parler du contenu réel de la prétendue réforme, c'est de mobiliser les bonnes âmes de gauche bien-pensantes, du PS, certes, mais aussi à gauche du PS et chez les écolos, contre le diable, l'horreur, l'abomination de la désolation, savoir les "élitistes conservateurs", de façon à isoler les profs qui vont faire grève le 19 mai. Et pas seulement cela : l'opération, en promouvant en mode hystérisé les imprécations contre quiconque ne croit pas à "l'enfant" et refuse "l'autonomie" au nom des méchants "savoirs", en tentant de souder au gouvernement la plus grande partie de "la gauche" officielle, peut aboutir à ce que "les frondeurs", par exemple, ne cherchent plus à voter contre la loi Macron qui passe à l'Assemblée début juin ...

... La loi Macron, justement : ce 12 mai au Sénat, c'est ce même gouvernement qui voudrait nous faire croire qu'au collège il combat "la droite", qui a fait soutenir certains des amendements UMP durcissant contre le code du Travail ! Mais comment combattre la politique économique et sociale assurément "de droite" de ce gouvernement si on s'imagine, sans pouvoir d'ailleurs expliquer pourquoi, que dès qu'il s'agit d'école et de "pédagogie", il faut le soutenir contre "les réactionnaires" ?

Cette ânerie est d'autant plus grave qu'en fait la réforme du collège prolonge parfaitement et en toute cohérence les "réformes" précédentes par lesquelles le système éducatif en France a déjà beaucoup souffert : Baccalauréat professionnel en 3 ans et non plus en 4 ans avec multiplication des contrôles locaux en cours de formation, réforme du lycée instaurant des "aides individualisées" (en classes de 30 !) et des "enseignement de spécialités" propres à chaque lycée voués à se concurrencer, loi Peillon entraînant la réforme dite des "rythmes" qui amorce de front l'éclatement territorial de l'école primaire publique et l'inégalité de l'offre, d'abord dans le péricolaire. Les deux premières de ces "réformes" datent de Sarkozy, et les forces qui aujourd'hui voudraient traiter de suppôt de Sarkozy ceux qui combattent les suivantes, les avaient d'ailleurs soutenues, soutenant donc Sarkozy, en leur temps : les directions de l'UNSA, du SGEN-CFDT, de la FCPE, de l'UNEF, et les lobbies "pédagogiques", votant pour ces réformes successives aux

cotés du MEDEF dans les instances consultatives de l'Éducation, sous Sarkozy comme à présent !

Alors, que contient cette "réforme" du collège ? On peut l'expliquer très simplement. Elle instaure des EPI (Enseignements Pratiques Interdisciplinaires) en 5^e, 4^e et 3^e qui, contrairement à ce que l'on fait croire au ministère, ne sont pas une offre de formation supplémentaire, mais sont pris sur les horaires existants : chaque établissement, c'est-à-dire sa direction, doit choisir quels cours amputer et dans quels domaines mener ces "EPI". De la même façon chaque établissement, c'est-à-dire sa direction, peut faire baisser des horaires de telle ou telle discipline dans une série pourvu qu'ils augmentent dans une autre : si les parents de notre élève ont eu la mauvaise idée de déménager et qu'il n'a pratiquement pas fait de français en 4^e, il pourra donc très bien tomber sur un nouveau collège où on lui dira "nous c'est en 3^e qu'on a baissé le français". La classe de Sixième, elle, connaît aussi 20% de ses horaires à prendre sur les cours existant, mais là ce sont des "Enseignement complémentaires" dont le contenu relève du "conseil école-collège", aux membres nommés, lesquels devront se situer dans une cohérence avec les "activités" des "nouveaux rythmes". **Tout cela réuni aboutit très clairement à faire éclater le cadre national et à instaurer une inégalité forcée.** Au passage, les horaires de langues (aussi bien les langues vivantes que les langues anciennes et régionales) sont globalement réduits (la propagande officielle ment ouvertement en prétendant qu'il y en aura plus, car elle les étale) et une connaissance élémentaire des situations montre que ce sont l'allemand, le latin et le grec qui ne s'en remettent pas.

Quelle hypocrisie d'ailleurs, que de prétendre que la défense de l'allemand et des langues anciennes serait élitiste, alors que ce que veut faire le gouvernement consiste bien à réduire l'offre de formation pour toutes et tous, faisant au passage le jeu de l'enseignement privé ... et quelle tristesse de voir des "intellectuels de gauche" se croire tenus de signer des manifestes jetant la suspicion sur cette légitime défense de l'allemand et des langues anciennes ? N'eût-il pas été plus terriblement logique de leur part, à eux qui s'imaginent "combattre la droite", de soutenir, déjà ... Sarkozy contre la Princesse de Clèves ? Comment peuvent-ils ne pas voir que c'est le capital bling-bling qui, dans un cas comme dans l'autre, est aux commandes ? Comment est-il possible de végéter dans son jus idéologique, si loin, si loin, du monde réel où l'on combat, où l'on étudie, où l'on souffre, où l'on vit ?

Couronnant le dispositif des réformes précédentes, celle-ci viserait donc à créer une situation de non retour. La bataille qui s'engage est donc centrale. La grève du 19 mai sera massive dans les collèges. Mais il faut que cette question soit saisie comme centrale bien au delà du collège, et pour les vraies raisons, indépendamment des délires médiatico-politiques qui cherchent à nous assourdir. Si le mouvement social des profs, des parents, et de l'Éducation nationale à tous les niveaux, impose le retrait, ce ne sera pas une victoire pour Sarkozy qui ne tentera de souffler sa chanson que parce que le gouvernement lui en donne les moyens. **Ce sera une défaite majeure pour les plans du MEDEF visant à casser les diplômes et les qualifications.** Ce sera une inversion de la pente que Hollande et ses gouvernements ont choisi de suivre. Ce sera un coup porté à toute la logique tant de la réforme territoriale que de la loi Macron, celle du détricotage des droits sociaux, des services publics et de ce qui reste d'égalité devant la loi et devant l'impôt. Il est donc essentiel qu'au lieu de délirer sur le péril élitiste, les militants qui ont encore un peu de compréhension du monde réel mobilisent pour faire échouer ce projet.

Note 1 : tirée de Batrachomyomania, ou Combat des rats et des grenouilles d'Homère

Après les élections britanniques.

Les résultats des élections parlementaires britanniques du 7 mai dernier ne sont pas une bonne nouvelle pour la classe ouvrière. Le gouvernement du conservateur Cameron soutenu par les "lib-dém" a frappé les services publics, les chômeurs, les étudiants et les droits sociaux et vu se dresser contre lui d'importants mouvements sociaux. L'espoir de chasser Cameron était réel et les sondages ne le démentaient pas. Cela aurait évidemment signifié l'élection du Labour d'Ed Milliband. Indépendamment de l'orientation du Labour Party, les conditions de la lutte sociale auraient été modifiées et ceci aurait eu un impact au delà de la Grande-Bretagne. Inversement, la victoire de la droite financière a instauré un sentiment de chape de plomb, alimentant le désespoir.

Les chiffres montrent que la victoire sur Cameron était possible. Le Labour progresse en voix et réalise un pourcentage de 30,4%, soit plus 1,5 point. Les points de pourcentage de progression des autres forces dont l'électorat était "anti-cuts" (anti-austérité, dirait-on en France) et souvent culturellement "de gauche", ceci plus que la direction du Labour assurément, sont de + 3,1 pour le Scottish National Party (SNP), + 2,8 pour le Green party (qui a lui aussi tenu un discours "gauche"), pour l'essentiel. Si les poussées en faveur du SNP (qui devient majoritaire en Écosse avec 4,7% des voix à l'échelle de l'ensemble du Royaume-Uni) et des Verts s'étaient portées sur le Labour, celui-ci aurait atteint 36,3% des suffrages exprimés, lesquels, avec les résultats très faibles des candidats de la Trade Union and Socialist Coalition, de Left Unity et de quelques candidatures d'extrême gauche, seraient tout juste devant le score du parti conservateur de David Cameron, de 36,9%, cela sans même ajouter les voix de Sinn Féin et du Social Democratic Labour Party (SDLP) en Irlande du Nord.

Le Labour Party s'est, on le sait, très "droitisé" sous Tony Blair, ayant gouverné le pays en maintenant l'ensemble des contre-réformes anti-sociales de Mme Thatcher, adoptant un programme et une idéologie parfaitement réactionnaires et anti-ouvriers. Mais son lien organique avec les syndicats, parfois discuté, s'était maintenu et c'est une plus ou moins crédible manifestation de réactivation de ces liens et d'un certain "réformisme" que représentait, plus ou moins bien, Ed Milliband, partisan non pas du socialisme que cette référence soit sincère ou non, mais d'un "capitalisme à visage humain" censé se différencier du néo-libéralisme, et se définissant en outre comme "juif athée", ce qui n'est pas sans signification dans la monarchie anglicane. La presse de droite le traitait, bien à tort, de rouge ...

Sa démission immédiate après les élections met la pression sur le Labour Party dans le sens de l'achèvement du programme de Tony Blair, au service du patronat et de la City : il s'agit de casser les liens avec les syndicats en faisant en sorte que ceux-ci, comme cela a été le cas jusqu'à présent malgré bien des discours, continuent à ne porter aucune alternative politique et se retrouvent plus affaiblis que jamais, et le monde du travail avec eux.

30,4% est pourtant un résultat que n'importe quel parti "de gauche" français envierait, mais le système parlementaire et électoral britannique est ainsi fait (scrutin à un seul tour) que la seule chose qui compte outre-Manche, ce sont les sièges : décidément la vieille monarchie est tout aussi éloignée d'une République démocratique réelle que notre Cinquième française !

En termes de sièges, la défaite du Labour est radicale (232 contre 331 au parti conservateur, qui a de son côté bénéficié de l'effondrement du parti bourgeois "libéral-démocrate"), et c'est en Écosse, par la perte d'une cinquantaine de sièges au profit du seul SNP, qu'elle s'est jouée. Tout le monde s'accorde à dire que le vote SNP était un vote clairement "anti-austérité" et explicitement porteur des revendications et aspirations sociales du Labour d'autrefois. Le thatchérisme a eu pour effet différé, qui s'accomplit maintenant, d'une part de favoriser l'affirmation autonome d'un capitalisme écossais distinct de celui de la City bien que lui aussi issu de la décomposition et de la destruction de l'ancien tissu industriel, avec ici

l'atout du pétrole de la mer du Nord, et d'autre part d'accentuer la différence entre les nations anglaise et écossaise dans le cadre de cette sorte de "nation de nations" qu'est, depuis 1707, l'ensemble britannique (à l'exclusion de la nation irlandaise, colonisée et formée contre elle), par réaction aux attaques antisociales, un peu moins fortes en Écosse (où par exemple le droit aux études supérieures est resté en principe gratuit). Par conséquent, la question démocratique d'une auto-détermination de l'Écosse devait finir par se poser et aurait pu l'être par des forces sociales issues du mouvement ouvrier (rappelons qu'en 2004 le Scottish Socialist Party, d'origine trotskyste, atteignait le quart des voix actuelles du SNP), ce qui n'est pas le cas du SNP, parti libéral bourgeois à forte démagogie sociale. La destruction des bastions électoraux du Labour en Écosse, qui sont historiquement les noyaux fondateurs de ce parti autrefois, objectif qui était resté inaccessible à Thatcher, pèse très lourd dans le processus de destruction finale du "vieux" mouvement ouvrier que veulent ouvrir la démission de Milliband et le concert orchestré des appels au "renouveau" qui s'ensuit.

Dans cette situation, la responsabilité des courants dits d'extrême-gauche, dispersés entre supporters du SNP, des Verts, du Labour ou du TUSC, est à l'évidence assez lourde, mais ne date pas d'hier, et demande un bilan sans concessions. En particulier, l'opposition aux "cuts" et à l'austérité, base de toute action populaire et syndicale, s'avère ne pas pouvoir constituer un programme politique, au sens où elle ne peut apporter par elle-même, toute seule, une perspective politique, un peu comme les discours "anti-austérité" en France aussi d'ailleurs.

La crise globale ouverte depuis 2007-2008 a affaibli le capital britannique. Son positionnement par rapport à la zone euro et aux États-Unis, ainsi que la forme de l'État britannique lui-même avec les questions nationales qu'il recouvre et qui tendent à revenir au premier plan - Écosse, Galles, et Irlande du Nord - sont pour lui de vraies difficultés, où il a beaucoup à perdre quelles que soient les options. Le score du SNP, outre sa dimension de substitut illusoire à la rupture entre le Labour et sa base de classe, et aussi le score de l'UKIP, considérable (12,6%) bien qu'il n'ait qu'un seul siège, en sont les principaux symptômes électoraux. Le problème est que la victoire de Cameron et la déréliction de la classe ouvrière, ainsi que l'état de confusion et de querelles sectaires des courants se voulant révolutionnaires, laissent le champ libre dans l'immédiat aux forces capitalistes et réactionnaires dans le développement de la crise de l'État britannique et la recherche de solutions. Une perspective politique permettant aux forces sociales, ouvrières et syndicales de se porter à nouveau candidates au rôle d'issue politique, doit donc comporter la prise en compte de la question de l'avenir même de l'État britannique et des nationalités qui le composent, mettant en cause cette forme spécifique et bien rodée, pourtant en crise, d'État capitaliste qu'est ce parlementarisme monarchique et anti-démocratique.

Transnistrie - Les charmes de Novorossia

Eric Lee, l'animateur de LabourStart, réseau mondial de solidarité syndicale, s'inquiète dans sa lettre du 7 mai aux membres du réseau de la situation de [Sergei Ilcenko](#), correspondant de LabourStart en Ukraine, qui aurait été arrêté depuis mars par le KGB de Transnistrie (Ne souriez pas : dans ce musée vivant du stalinisme qu'est la Transnistrie, on a gardé les sigles comme les pratiques d'avant 1989). Eric Lee cherche à obtenir des informations fiables sur ce camarade et envisage, si besoin était, de lancer une campagne de soutien.